

Norvège

Depuis mi-2003, la Norvège continentale connaît une phase d'expansion conjoncturelle vigoureuse. Après avoir atteint près de 4 % en 2005 grâce à une forte demande intérieure, la croissance du PIB réel continental devrait fléchir vers son niveau potentiel en 2006 et ralentir encore en 2007, compte tenu du retournement de la politique monétaire d'accompagnement.

Dans un contexte d'envolée des recettes pétrolières et d'accentuation des pressions à la hausse exercées sur les dépenses publiques en 2006, il sera de plus en plus important que les autorités appliquent une discipline budgétaire stricte, afin de préserver la crédibilité de la règle budgétaire, en accord avec les déclarations du nouveau gouvernement. Compte tenu de la montée des tensions inflationnistes, la politique monétaire doit retrouver une orientation neutre.

L'expansion économique de la Norvège continentale a atteint un rythme annuel de 3 % au premier semestre 2005, sans le moindre signe de fléchissement imminent. La reprise est maintenant généralisée, l'activité étant vigoureuse dans le secteur des services comme dans l'industrie manufacturière. L'investissement des entreprises non pétrolières s'est redressé récemment et le marché du logement est resté dynamique. Une consommation privée forte et des investissements pétroliers records devraient porter le taux de croissance à 3¾ pour cent cette année. Jusqu'ici, la reprise s'est traduite par une augmentation du nombre d'heures travaillées par salarié plutôt que par une progression du nombre d'actifs occupés. Des signes encourageants indiquent cependant que l'économie norvégienne va commencer à créer des emplois. Le taux de chômage, qui se situe encore à un niveau relativement élevé de 4½ pour cent, devrait donc commencer à baisser d'ici peu. L'inflation sous-jacente reste modérée en raison de la faiblesse des prix des importations et de l'intensité des pressions concurrentielles. Néanmoins, certains indicateurs statistiques de l'inflation sous-jacente ainsi que l'accélération de la hausse des prix intérieurs laissent clairement à penser que les tensions inflationnistes s'accroissent.

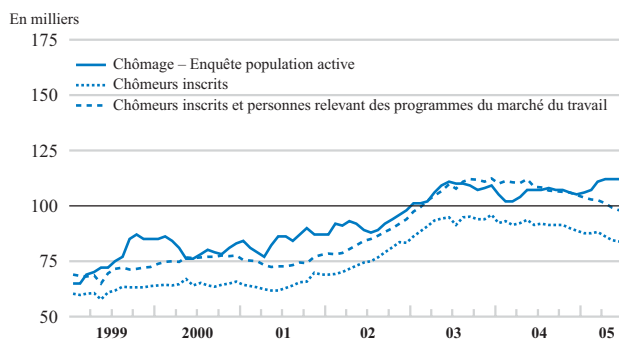
Une forte demande intérieure tire la croissance

La Norvège continentale montre des signes de légers déséquilibres. Alimentée par la faiblesse des taux d'intérêt réels, l'expansion du crédit aux particuliers est de 12 % par an et les ratios prix/loyers des logements ont atteint des points hauts historiques. On s'attend donc à ce que la *Norges Bank* (Banque de Norvège) poursuive le

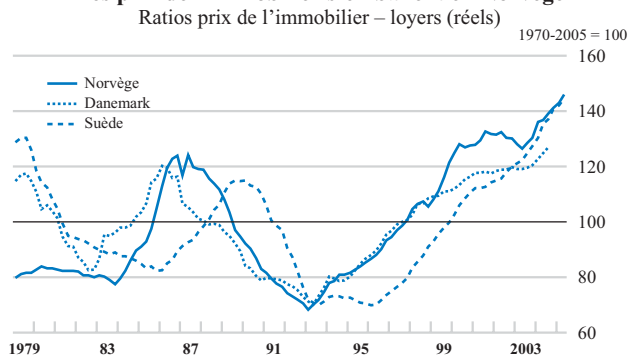
L'orientation de la politique macroéconomique devient neutre

Norvège

Le ralentissement du marché du travail semble s'estomper¹



Les prix de l'immobilier s'emballent en Norvège



1. Les séries sont désaisonnalisées.

Source : Institut national de statistique norvégien, Département du travail, Norges Bank, Statistics Denmark et Statistics Sweden.

Norvège : Demande, production et prix

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	Prix courants milliards de NOK	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2002)				
Consommation privée	680.7	3.0	4.4	3.6	3.5	2.6
Consommation publique	338.5	1.4	2.3	2.2	1.9	2.2
Formation brute de capital fixe	274.7	-2.0	9.1	10.8	7.5	2.2
Demande intérieure finale	1 293.8	1.5	4.8	4.8	4.0	2.4
Variation des stocks ¹	17.8	-0.9	0.9	0.3	-0.3	0.0
Demande intérieure totale	1 311.6	0.4	5.9	5.1	3.6	2.4
Exportations de biens et services	624.4	1.6	0.9	-0.9	1.7	2.2
Importations de biens et services	416.9	2.2	9.1	5.7	5.6	4.1
Exportations nettes ¹	207.5	0.0	-2.2	-2.0	-1.0	-0.4
PIB aux prix du marché	1 519.1	0.4	2.9	2.4	2.2	1.8
Déflateur du PIB	—	2.4	5.0	6.8	4.5	3.5
<i>Pour mémoire</i>						
PIB continental aux prix du marché ²	—	0.7	3.5	3.7	2.8	2.5
Indice des prix à la consommation	—	2.5	0.5	1.6	2.2	2.4
Déflateur de la consommation privée	—	2.6	0.7	1.2	2.3	2.2
Taux de chômage	—	4.5	4.5	4.6	4.1	3.8
Taux d'épargne des ménages ³	—	9.9	10.2	9.3	5.7	6.3
Solde des administrations publiques ⁴	—	7.6	11.4	15.3	17.0	17.0
Balance des opérations courantes ⁴	—	12.8	13.8	16.1	16.3	16.6

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

2. PIB non compris le pétrole et la marine marchande.

3. En pourcentage du revenu disponible.

4. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 78.

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/502220637542>

retournement progressif de sa politique d'accompagnement entamé en juillet 2005 avec une hausse prudente de ¼ point de pourcentage. Les taux d'intérêt à court terme, qui sont extrêmement bas, vont vraisemblablement augmenter plus rapidement que prévu par le marché, les conditions monétaires n'en demeurant pas moins accommodantes à court terme. Sur le plan budgétaire, la croissance des dépenses publiques est restée forte jusqu'à présent, malgré l'évolution favorable de la conjoncture. Néanmoins, le nouveau gouvernement sorti des urnes prévoit de stabiliser le déficit structurel non pétrolier en pourcentage du PIB continental dans son budget révisé pour 2006. Il en résulte une diminution sensible des dépassements de crédits par rapport à la règle budgétaire, après trois ans d'écarts substantiels. L'introduction proposée d'un impôt sur les dividendes l'année prochaine pourrait déboucher sur une baisse du revenu disponible des ménages, que les consommateurs devraient vraisemblablement compenser par une réduction de leur taux d'épargne.

**La phase d'expansion en cours
devrait se poursuivre**

D'après les prévisions, la croissance du PIB continental devrait atteindre 2¾ pour cent en 2006, soit un taux proche de son niveau potentiel, puis fléchir légèrement aux alentours de 2½ pour cent en 2007. La consommation privée et l'investissement non pétrolier devraient constituer les principaux moteurs de la croissance l'année prochaine. Les investissements liés au pétrole devraient atteindre des niveaux records début 2006, et avoir des retombées considérables sur l'économie continentale. On s'attend toutefois à un léger ralentissement des projets d'investissements des entreprises au cours des deux années à venir, permettant à la croissance de se rapprocher de son niveau potentiel. Le retournement progressif des politiques d'accompa-

gnement monétaire et budgétaire devrait également limiter le dynamisme de la demande intérieure en 2007. Au cours des deux prochaines années, le ralentissement de la croissance de la productivité par personne occupée devrait se traduire par la création de nouveaux emplois, ramenant le taux de chômage à un niveau légèrement inférieur à 4 %, proche de l'estimation du taux de chômage non accélérateur de l'inflation. Compte tenu de l'ampleur des bénéfices et de la situation relativement satisfaisante du secteur exposé à la concurrence internationale, qui joue un rôle moteur dans les négociations salariales, la hausse des rémunérations pourrait s'accélérer quelque peu en 2006.

Le nouveau gouvernement s'est engagé à accroître les dépenses publiques en matière d'enseignement, de soins de longue durée et d'infrastructures communales. Il existe donc des risques substantiels de nouveaux écarts par rapport à la règle budgétaire, notamment à la lumière de la hausse des cours du pétrole et de l'envolée des recettes pétrolières. Des revendications salariales excessives pourraient également se faire jour sous l'effet d'un recul du chômage plus rapide que prévu, et alimenter les tensions inflationnistes.

*Des tensions risquent
de se faire jour
sur le plan intérieur*

TABLE DES MATIÈRES

Éditorial : moins robuste qu'il n'y paraît ?	vii
I. Évaluation générale de la situation macroéconomique	1
Aperçu général.....	1
La reprise s'étend progressivement	3
La situation actuelle : principaux aspects et risques majeurs	5
Des perspectives favorables à court terme.....	17
Défis pour la politique économique.....	24
Appendice I.1 : Comparabilité internationale des taux d'épargne des ménages.....	32
Appendice I.2 : Élasticités budgétaires révisées pour les pays de l'OCDE.....	35
II. Évolutions dans les pays membres de l'OCDE et dans certaines économies non membres	41
États-Unis.....	41
Japon	46
Zone euro	51
Allemagne.....	55
France.....	60
Italie.....	65
Royaume-Uni	70
Canada.....	75
Australie.....	79
Autriche.....	82
Belgique.....	85
Corée.....	88
Danemark	91
Espagne.....	94
Finlande.....	97
Grèce.....	100
Hongrie.....	102
Irlande.....	105
Islande.....	108
Luxembourg.....	111
Mexique.....	113
Norvège.....	115
Nouvelle-Zélande.....	118
Pays-Bas	121
Pologne.....	124
Portugal	127
République slovaque.....	130
République tchèque.....	133
Suède.....	136
Suisse.....	139
Turquie	141
Brésil	144
Chine	147
Fédération de Russie.....	150
III. Le rôle des fondamentaux dans l'évolution récente des prix des logements	153
Introduction et résumé.....	153
La situation est aujourd'hui différente.....	155
Les prix des logements et leurs déterminants fondamentaux.....	157
Les cycles des prix des logements et l'activité économique	171
Appendice.....	175
Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des <i>Perspectives économiques de l'OCDE</i>	187
Annexe statistique	189
Classification des pays.....	190
Mode de pondération pour les données agrégées	190
Taux de conversion irrévocable de l'euro.....	190
Systèmes de comptabilité nationale et années de référence	191
Tableaux annexes.....	193
Encadrés	
I.1. Quel est le poids réel de la Chine ?	4
I.2. Les prix du pétrole semblent devoir rester élevés dans le moyen terme	11
I.3. Hypothèses de politique économique et autres hypothèses sous-tendant les prévisions.....	20
I.4. Expliquer l'inflation tendancielle	26
I.5. L'assainissement budgétaire demeure prioritaire	29
III.1. Le coût d'usage du logement.....	163
III.2. Les marchés régionaux du logement aux États-Unis.....	168

Tableaux

I.1. La croissance devrait continuer	2
I.2. La croissance demeure soutenue	19
I.3. La reprise s'élargit	21
I.4. La croissance du commerce mondial reste soutenue et les déséquilibres extérieurs se creusent.....	23
I.5. La croissance du commerce mondial reste soutenue et les déséquilibres extérieurs se creusent.....	28
III.1. Emprunts hypothécaires et charges d'intérêts des ménages.....	161
III.2. Sensibilité du ratio fondamental prix-loyer à une variation du coût d'usage du logement	167
III.3. Innovations récentes en matière de crédit hypothécaire dans quelques pays	171
III.4. Prix des logements : définition et source.....	175
III.5. Statistiques résumées sur le cycle des prix réels des logements.....	176
III.6. Principaux cycles du prix réel des logements par pays	177
III.7. Tour d'horizon de récentes études empiriques sur la détermination du prix des logements.....	178
III.8. Test de stationnarité pour les ratios prix-revenu et prix/loyer.....	182

Graphiques

I.1. Les prix de l'énergie dans leur ensemble ont augmenté.....	6
I.2. La demande de pétrole a fortement augmenté depuis 2003	7
I.3. Les contraintes d'offre se sont resserrées	8
I.4. L'effet sur l'inflation a été plus faible que par le passé.....	10
I.5. Le déficit des États-Unis se creuse.....	14
I.6. Les taux d'intérêt à long terme commencent à augmenter en termes nominaux et réels	16
I.7. La confiance des entreprises s'améliore.....	18
I.8. L'inflation globale et l'inflation sous-jacente divergent	25
I.9. Les taux directeurs s'orientent dans différentes directions	25
I.10. La consolidation budgétaire dans la zone euro se révèle décevante.....	30
I.11. Taux d'épargne des ménages des pays du G7	33
I.12. Sensibilité cyclique des soldes budgétaires	36
I.13. Soldes budgétaires	37
III.1. Les prix réels ont généralement augmenté	154
III.2. Évolution des prix réels des logements et cycle économique dans la zone OCDE.....	156
III.3. Coïncidence des hausses de prix réels des logements entre pays.....	157
III.4. Ratio prix-revenu et prix-loyer	159
III.5. Ratio prix-loyer effectif et fondamental	164
III.6. Population et prix des logements.....	169
III.7. Inflation et ajustement des prix réels des logements	172
III.8. L'investissement résidentiel et le ratio Q	173

Ce livre contient des...**StatLinks**

**Accédez aux fichiers Excel™
à partir des livres imprimés !**

En bas à droite des tableaux et graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des Statlinks. Pour télécharger le fichier Excel™ correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur internet le lien commençant par : <http://dx.doi.org>.

Si vous lisez la version PDF de l'ouvrage, et que votre ordinateur est connecté à internet, il vous suffit de cliquer sur le lien.

Les Statlinks sont de plus en plus répandus dans les publications de l'OCDE.

Légendes

\$	Dollar des États-Unis	.	Décimale
¥	Yen japonais	I, II	Semestres
£	Livre sterling	T1, T4	Trimestres
€	Euro	Billion	Mille milliards
mb/j	Millions de barils par jour	Trillion	Mille billions
..	Données non disponibles	c.v.s.	Corrigé des variations saisonnières
0	Nul ou négligeable	n.c.v.s.	Non corrigé des variations saisonnières
-	Sans objet		

Résumé des prévisions

	2005	2006	2007	2005		2006			2007		Quatrième trimestre		
				T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	2005	2006	2007
Pourcentage													
Croissance du PIB en volume													
États-Unis	3.6	3.5	3.3	3.7	3.3	3.5	3.5	3.3	3.2	3.2	3.7	3.4	3.1
Japon	2.4	2.0	2.0	1.7	1.9	2.1	1.9	2.0	2.0	2.1	3.2	2.0	2.1
Zone euro	1.4	2.1	2.2	2.2	1.9	2.0	2.2	2.1	2.2	2.2	1.8	2.1	2.2
OCDE total	2.7	2.9	2.9	3.1	3.0	2.8	2.6	2.9	3.2	2.9	3.0	2.8	2.9
Inflation													
États-Unis	2.7	2.5	2.3	2.9	2.2	2.3	2.3	2.3	2.6	2.2	2.9	2.3	2.2
Japon	-1.1	-0.1	0.6	-0.2	0.0	0.1	0.3	0.5	0.6	0.7	-1.3	0.2	0.8
Zone euro	1.8	1.7	1.9	1.9	1.5	1.5	1.5	1.8	2.0	2.1	1.9	1.6	2.0
OCDE total	2.1	1.9	1.9	1.5	1.4	2.1	2.4	2.0	1.7	1.8	1.9	2.0	1.9
Taux de chômage													
États-Unis	5.1	4.8	4.7	5.0	4.9	4.9	4.8	4.8	4.7	4.7	5.0	4.8	4.7
Japon	4.4	3.9	3.5	4.3	4.1	4.0	3.9	3.8	3.7	3.5	4.3	3.8	3.3
Zone euro	8.7	8.4	8.1	8.6	8.5	8.5	8.4	8.4	8.3	8.2	8.6	8.4	8.0
OCDE total	6.5	6.3	6.0	6.4	6.3	6.3	6.2	6.2	6.1	6.1	6.4	6.2	5.9
Croissance du commerce mondial	7.3	9.1	9.2	9.3	8.8	8.8	8.9	9.1	9.3	9.4	8.1	8.9	9.3
Balance courante													
États-Unis	-6.5	-6.7	-7.0										
Japon	3.4	3.9	4.7										
Zone euro	-0.2	-0.2	-0.1										
OCDE total	-1.8	-2.0	-2.0										
Solde corrigé des variations cycliques													
États-Unis	-3.6	-4.2	-3.9										
Japon	-6.3	-6.1	-6.4										
Zone euro	-2.2	-2.1	-2.0										
OCDE total	-3.1	-3.3	-3.2										
Taux d'intérêt à court terme													
États-Unis	3.5	4.8	4.9	4.2	4.6	4.9	4.9	4.9	4.9	4.9	4.2	4.9	4.9
Japon	0.0	0.0	0.7	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.3	0.6	0.0	0.0	1.0
Zone euro	2.2	2.2	2.9	2.2	2.2	2.2	2.2	2.3	2.6	2.8	2.2	2.3	3.3

Note: La croissance du PIB, l'inflation (croissance de l'indice implicite des prix du PIB) et la croissance du commerce mondial (moyenne arithmétique des importations et des exportations mondiales en volume) sont corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables et exprimées en taux annualisés. Les trois dernières colonnes (quatrième trimestre) sont en taux de croissance annuels s'il y a lieu et en niveaux par ailleurs. Les taux d'intérêt sont: États-Unis : eurodollar à 3 mois ; Japon : certificat de dépôt à 3 mois ; zone euro : taux interbancaire à 3 mois.

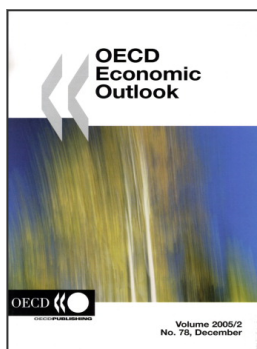
Les hypothèses sur lesquelles sont fondées les prévisions sont les suivantes :

- les politiques budgétaires en vigueur ou annoncées restent inchangées ;

- les taux de change restent inchangés par rapport à leur niveau du 11 novembre 2005 ; en particulier 1 dollar = 118.00 yen et 0.85 euros ;

Les prévisions ont été établies à partir de données collectées avant la date limite du 22 novembre 2005.

Source : Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 78.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2005 Issue 2

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2005-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2005), « Norvège », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2005 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2005-2-27-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.